

Préfecture

**Direction de la Réglementation, des Collectivités Locales
et des Politiques Publiques**

**Service des Collectivités Locales
et des Politiques Publiques**

Bureau des Réglementations et des Elections

ARRETE N° 1464 du 15 MAI 2014

**Portant des prescriptions complémentaires relatives à la mise en sécurité et à la réhabilitation du site
exploité par la SAS RONOT sur le territoire de la commune de Saint-Dizier**

Le Préfet de la Haute-Marne,

VU le code de l'environnement, Livre V - partie réglementaire et partie législative - Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles R. 512-31 et R. 512-39-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2093 du 3 juillet 2009 portant prescriptions pour l'exploitation d'un atelier de traitements de surface et galvanoplastie exploité par la société RONOT SAS à Saint-Dizier ;

VU la circulaire du 8 février 2007 du ministère de l'écologie et du développement durable relative aux installations classées – prévention de la pollution des sols – gestion des sols pollués ;

VU le jugement du tribunal de commerce de Chaumont désignant Maître Dechristé en tant que Liquidateur Judiciaire de la SAS Ronot à Saint-Dizier ;

VU le courrier établi par Maître Dechristé en qualité de liquidateur judiciaire en date du 3 mars 2014 notifiant de la cessation d'activité de la société Ronot à Saint-Dizier et l'arrêt effectif des installations au 28 février 2014 ;

VU le bilan environnemental de la SAS Ronot à Saint-Dizier rédigé par la Société Anti Pollution Protection Environnement en date du 08 novembre 2013 ;

VU la visite d'inspection en date du 11 mars 2014 sur le site RONOT à Saint-Dizier ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 24 mars 2014 ;

VU l'avis émis par les membres du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques du 8 avril 2014 ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 11 mars 2014 a permis de constater que la mise en sécurité du site n'est pas totalement réalisée ;

CONSIDERANT que des déchets liquides sont stockés de manière non adaptée compte tenu de l'absence de rétention ;

CONSIDERANT que le déversement accidentel ou malveillant de déchets liquides dangereux présents sur site pourraient provoquer des accidents ou entraîner des pollutions du sol, des eaux souterraines et/ou superficielles ;

CONSIDERANT que la présence des huit puits au sein du site constitue des voies préférentielles de la migration de la pollution et peuvent présenter un danger grave pour l'environnement.

CONSIDERANT qu'il existe, au vu des activités exercées par la société Ronot et portées à la connaissance du préfet de la Haute-Marne, des possibilités de pollution des sols, voire une atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les derniers résultats d'analyse de suivi de la qualité des eaux souterraines datent de 2007 ;

CONSIDERANT qu'il convient, conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, d'encadrer la cessation d'activité de cet établissement relevant du régime de l'autorisation par des prescriptions complémentaires ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Marne

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La Société RONOT SAS, représentée par Maître DECHRISTE, désigné en tant que liquidateur judiciaire, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté relatif à la mise en sécurité et à la réhabilitation de son site exploité sur le territoire de la commune de Saint-Dizier.

Article 2 : Mise en sécurité du site

Article 2.1 - Généralités

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des mesures prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement devront être prises, à savoir :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
2. des interdictions ou limitations d'accès au site ;
3. la suppression des risques d'incendies et d'explosion ;
4. la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.

Les éléments justifiant la réalisation du respect de cette prescription seront transmis à l'inspection des installations classées dès leur réalisation.

Article 2.2 – Gestion des transformateurs contenant des PCB

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 2.1 du présent arrêté, les transformateurs contenant des PCB présents sur le site au droit du bâtiment principal devront être évacués avant le 30 juin 2014. Les deux transformateurs présents au sein de l'ancien atelier de galvanisation devront être éliminés selon l'échéance définie à l'article 2.1 du présent arrêté.

Article 2.3 – Élimination des déchets entreposés à l'extérieur des bâtiments

Les déchets entreposés à l'extérieur des bâtiments devront être éliminés dans un délai de quinze jours à compter de la date de publication du présent arrêté préfectoral. Les déchets concernés sont notamment les boues de fluxage pour un tonnage d'environ 10 tonnes, de l'huile usagée pour un tonnage d'environ 15 tonnes et du diluant en fûts pour un tonnage d'environ 3 tonnes.

Article 2.4 – Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement

La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement prévoit notamment la réalisation d'une campagne de surveillance des eaux souterraines.

La surveillance est réalisée au moyen des ouvrages suivants : Puits n°2, 3, 7, 10 et 11. Ces ouvrages sont repris sur le plan qui figure en annexe du présent arrêté

Les paramètres de surveillance des eaux souterraines sont *à minima* les suivants :

- pH

- Conductivité ;
- Chlorures, sulfates, cyanures, phénols, fluorure et sodium ;
- Éléments traces métalliques : cadmium, mercure, nickel, arsenic, cobalt, chrome, cuivre, manganèse, sélénium, zinc, plomb, fer, manganèse et antimoine ;
- Hydrocarbures totaux (HCT) ;
- Composés aromatiques volatils : benzène, toluène, ethylbenzène et xylène ;
- Polychlorobiphényles (PCB) : PCB 118, PCB 28, PCB 52, PCB 101, PCB 138, PCB 153 et PCB 180 ;
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) : naphthalène, acénaphthylène, acénaphthène, fluorène, anthracène, fluoanthène, pyrène, benzo(a)anthracène, chrysène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(ah)anthracène, indéno(1, 2, 3 -cd)pyrène, phénanthrène et benzi(ghi)pénilène ;
- Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV) : dichlorométhane, trichlorométhane, tétrachlorométhane, trichloroéthylène, tetrachloroéthylène, 1,1-dichloroéthane, 1,2-dichloroéthane, 1,1,1-trichloroéthane, 1,1,2-trichloroéthane, cis 1,2-dichloroéthylène, trans 1,2-dichloroéthylène, chlorure de vinyle, 1,1-dichloroéthène, bromochlorométhane, dibromométhane, bromodichlorométhane, dibromochlorométhane, 1,2-dibromoéthane et tribromométhane.

Les échantillonnages des eaux souterraines sont réalisés conformément aux recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31-615 ou aux règles de l'art définies dans un document normatif ultérieur, en tout état de cause :

- après une purge minimum de trois fois le volume d'eau contenu dans les piézomètres,
- après une stabilisation des paramètres température et conductivité.

Des rapports présentant et interprétant les résultats d'analyses des eaux souterraines et les données piézométriques sont établis et transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 juin 2014. Au vu des résultats de cette campagne, l'inspection des installations classées pourra proposer à M. le Préfet de modifier les conditions de surveillance du site au regard de la qualité des eaux souterraines, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 512 -31 du code de l'environnement.

Article 3 : Schéma conceptuel

Afin d'appréhender les enjeux sanitaires et environnementaux que présente le site sur lequel la société RONOT a exploité ses activités, un bilan de l'état du site et des milieux d'exposition concernés est dressé. Ce bilan sera réalisé à partir :

- de visites sur le site,
- de l'analyse de l'historique du site ;
- de l'identification des enjeux ;
- de l'étude de vulnérabilité des milieux.

Ce bilan aura également pour objet, si des sources potentielles de pollutions sont suspectées, de présenter une caractérisation des milieux pertinents (sols, eaux souterraines, eaux superficielles et air) sur la base de méthodes d'analyse justifiées et adaptées.

L'appréhension de l'état des milieux et des voies d'expositions aux pollutions compte tenu des usages à considérer s'effectuera au travers d'un schéma conceptuel.

Le bilan réalisé en application de ces dispositions est remis à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Réhabilitation du site

Compte tenu de l'usage futur du site, déterminé conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement, l'exploitant examine les différentes options de gestion possibles et, sur la base d'un bilan coûts-avantage argumenté, définit celle qui permet de garantir que les impacts provenant des sources résiduelles soient maîtrisés et acceptables tant pour les populations que pour l'environnement.

Les mesures proposées garantissent la maîtrise des sources de pollution et de leurs impacts.

Si les mesures de gestion retenues ne permettent pas de supprimer tout contact entre les pollutions et les personnes et que les expositions résiduelles sont supérieures aux valeurs de gestion réglementaires, les risques sanitaires potentiels liés aux expositions résiduelles sont évalués et appréciés selon les recommandations nationales des instances sanitaires.

L'exploitant établit un document synthétisant l'ensemble de la démarche engagée et justifiant explicitement les mesures de gestion retenues. Ce document présente *a minima* :

- le schéma conceptuel ;
- la description de l'usage futur du site ;
- les éléments techniques et économiques relatifs à la suppression des sources de pollutions et à la maîtrise de leurs impacts, et cela en cohérence avec les différentes options de gestion et leurs caractéristiques ;
- les résultats du bilan « Coûts-Avantages » justifiant le plan de gestion proposé ;
- les expositions résiduelles et les résultats de l'analyse des risques résiduels ;
- une synthèse à caractère non technique ;
- une synthèse à caractère technique récapitulant l'ensemble des paramètres et des mesures de gestion dont la bonne réalisation conditionne l'acceptabilité du scénario proposé et devant par conséquent être contrôlés lors de la réalisation du chantier ;
- le cas échéant, les éléments nécessaires à l'information, à l'institution de restrictions d'usage et à la mise en œuvre d'une surveillance environnementale.

Ce document est remis pour approbation à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois après la remise du bilan prévu à l'article 3 du présent arrêté.

Article 5 : Outils

Les outils relatifs aux modalités de gestion et de réaménagement des sites développés par le Ministère de l'Energie, de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire peuvent être utilisés pour la réalisation de l'ensemble des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 6 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, à savoir le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêt mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 7 : Affichage et publication

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché :

- par les soins de l'exploitant, de façon permanente et visible, sur les lieux de l'installation précédemment exploitée;
- par le maire de Saint-Dizier à la porte de la mairie, pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant un mois.

Un avis sera inséré par mes soins et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Article 8 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Marne, madame la sous-préfète de SAINT-DIZIER, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie doit être adressée pour information à monsieur le délégué territorial départemental de l'agence régionale de santé ainsi qu'à Monsieur le maire de Saint-Dizier qui en donnera communication à son conseil municipal.

Fait à Chaumont, le 15 mai 2014

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture,



Khalida SELLALI

• 1

